Sui moderni principi di medicazione delle ferite in guerra, del Dr Langenbuch. — Traduzione fatta per cura del Comitato centrale della Croce Rossa Italiana. — Roma, 1887, 8°, 36 p.

JAPON

Statuts de la Société japonaise de la Croix-Rouge. — Berlin, 1887, in-4°, 10 p.

Idem (en japonais). — 8°, 14 p.

MECKLEMBOURG

Zweiundzwanzigster Rechenschafts-Bericht des Vorstandes des Mecklenburgischen Landesvereins zur Pflege im Felde verwundeter und erkrankter Krieger, umfassend den Jahrgang 1885-86. — Schwerin, août 1887, 8°, 15 p.

PORTUGAL

Revista militar (de quinzaine). — Lisboa, 1887, t. XXXIX, nos 1 à 17, 8°.

PRUSSE

Das rothe Kreuz im Völkerrecht und im Vereinswesen. Eine Skizze von Dr Treuenpreuss. — Berlin, 1887, 8°, 93 p.

Kriegerheil. Organ der deutschen Vereine vom rothen Kreuze (mensuel), 1887, nos 6 à 9. — Berlin, in-4°.

ROUMANIE

Progresul medical roman (hebdomadaire). — Bucharest, 1887, nos 19 à 33, 4°.

RUSSIE

Messenger de la Société russe de la Croix-Rouge (hebdomadaire). — St-Petersbourg, 1887, nos 21 à 37, in-4°. (*En langue russe.*)

Compte rendu de l'activité du détachement sanitaire russe de la Croix-Rouge en Serbie et en Bulgarie, pendant la dernière guerre serbo-bulgare. — 8°, 52 p.

SUISSE

Illustrierte Monatschrift der ärztlichen Politechnik (mensuel). — Berne 1887, nos 7 à 10, in-8°.

ALLEMAGNE

LA CONFÉRENCE DE CARLSRUHE

En attendant que paraisse le compte rendu officiel de la Conférence de Carlsruhe, il ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs d'avoir un résumé succinct des travaux de la quatrième réunion des Sociétés de la Croix-Rouge.

Déjà quelques journaux de l'œuvre, entre autres l'organe de la Société autrichienne de la Croix-Rouge, ont publié sur ce sujet des correspondances détaillées. Notre intention est d'envisager plutôt les résultats pratiques des délibérations de l'assemblée et l'utilité que l'on peut attendre de la Conférence de Carlsruhe.

Il faut signaler, en première ligne, le fait de la présence des représentants d'un nombre considérable de Sociétés et d'Etats. Plus de quarante comités nationaux, provinciaux ou locaux, avaient envoyé des délégués, et plus de vingt gouvernements d'Europe, d'Amérique et d'Asie étaient représentés à la Conférence. Parmi les grandes puissances européennes, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, la Russie, avaient à Carlsruhe des délégations importantes par le nombre de leurs membres et la distinction des personnalités qui les composaient.

C'est dire le zèle que les Sociétés de la Croix-Rouge avaient mis à répondre à l'appel du Comité central allemand ¹, ainsi que l'intérêt que les gouvernements ont vu à suivre les délibérations du congrès et à y faire connaître leur opinion sur les questions à l'ordre du jour. Il nous sera permis d'y reconnaître aussi l'attestation de la place honorable acquise par l'œuvre des secours volontaires, parmi les institutions humanitaires et du droit des gens.

Mentionnons encore le fait que deux au moins des puissances maritimes européennes avaient des délégués officiels de leurs ministères de la marine, ce qui semble indiquer que chez quelques gouvernements l'extension de l'organisation des secours volontaires aux armées de mer serait à l'étude.

Voici maintenant, en suivant l'ordre du programme ², les résultats des délibérations de la Conférence de Carlsruhe, sur les sujets proposés par les Comités centraux.

Le premier objet à l'ordre du jour était l'emploi à faire du don gracieux de S. M. l'impératrice d'Allemagne, consistant en une somme de 6,000 marks, accompagnée de 3 médailles en or et de 9 médailles d'argent, et destinée à servir au développement de la Croix-Rouge.

Plusieurs propositions avaient été faites à cet égard. Le Comité des Pays-Bas mettait en avant l'idée d'un concours pour la solution

¹ Voy. p. 6 et 111.

² Voy. p. 116.

de ce problème : comment avoir toujours disponibles des infirmières bien instruites et dévouées et des infirmiers bien exercés ?

Le Comité belge désirait un concours, avec exposition, de tous les engins de transport destinés aux blessés : brancards, voitures, wagons de chemin de fer, etc.

D'après le vœu du Comité portugais, la somme de 6,000 marks aurait été divisée en 3 prix de 2,000 m. décernés à qui résoudrait le mieux les trois problèmes de la chirurgie du champ de bataille : l'asepsie, l'hémostasie et l'anesthésie.

Enfin, la Société danoise proposait de mettre au concours la question de l'aménagement intérieur d'une ambulance mobile, c'est-à-dire la détermination du matériel nécessaire et la manière de se le procurer, pour l'installation et l'utilisation d'une ambulance mobile destinée à recevoir un nombre déterminé (50 par exemple) de blessés ou de malades.

Cette dernière proposition, adoptée par la commission spéciale désignée au début de la Conférence, a été finalement votée sur le rapport de M. le Dr Gurlt (Prusse).

Ce concours, d'une véritable utilité pratique, a en outre l'avantage de compléter le précédent, provoqué par la même auguste initiative, qui avait eu pour objet l'étude du meilleur système de baraques pour ambulances mobiles.

Les Comités de Vienne et de Sofia avaient décidé tous deux, sans entente préalable, de soulever la question des pansements antiseptiques, et de proposer une résolution tendant à introduire cette méthode dans les ambulances de toutes les armées.

La discussion s'est engagée sur le rapport de M. le professeur Albert (Autriche), lequel a posé en principe que, de la manière dont aura été pratiqué le premier pansement dépendra le sort du blessé. Grâce aux pansements antiseptiques les blessés pourront être transportés à distance, sur les derrières de l'armée ; les administrations sanitaires doivent donc se préoccuper sérieusement de pourvoir les troupes d'un personnel médical muni d'un matériel antiseptique abondant. Plus les médecins de l'armée seront appelés à agir dans les premières lignes, plus les secours à donner dans les deuxième et troisième incomberont aux représentants des sociétés libres de la Croix-Rouge, dont l'activité prendra de la sorte une plus grande extension. Il pourra résulter ainsi,

de l'introduction du traitement antiseptique dès la première ligne, une nouvelle division du travail sanitaire et une répartition différente entre la tâche du personnel médical de l'armée et celle des sociétés libres de secours.

De nombreux orateurs ont apporté aux conclusions de M. le professeur Albert l'appui de leur expérience, et plusieurs délégués ont fait part à l'assemblée des mesures déjà prises dans diverses armées pour l'introduction des pansements antiseptiques. Aussi est-ce à l'unanimité que la Conférence a confirmé le vœu de celle de 1884, et invité de rechef les Etats signataires de la Convention de Genève à adopter les dispositions nécessaires, pour que la chirurgie antiseptique et conservatoire soit appliquée dans les armées, et cela jusque dans les premières lignes, sur le théâtre même du combat.

A la troisième question, relative au rôle du Comité international et aux relations des Comités centraux entre eux, ont été jointes pour la discussion la question III A, sur la coordination des secours neutres en temps de guerre, la question III B, sur les relations des Comités centraux des belligérants pendant la durée de la guerre, et la question III C, sur la subordination des missions de secours des Comités centraux étrangers au Comité central du pays belligérant.

On se rappelle qu'à la Conférence de Genève, en 1884, le Comité central russe avait proposé de proclamer la nécessité absolue d'une institution internationale parfaitement neutre, dont l'autorité fût reconnue par les puissances signataires de la Convention de Genève, afin de créer un lien légal et stable entre les Sociétés de la Croix-Rouge. Un projet d'organisation d'une pareille institution aurait été élaboré par les Comités centraux et soumis à l'examen de leurs gouvernements respectifs.

La Conférence de Genève avait chargé le Comité international de consulter les Comités centraux au sujet de cette proposition, et de présenter un rapport à la Conférence de Carlsruhe.

Plus tard, au cours de l'enquête, le Comité russe avait expliqué et précisé son point de vue, en indiquant les attributions qu'il désirait voir donner à ce centre international régulièrement organisé. Au sujet de son activité sur le théâtre de la guerre, il ex-

pliquait, que ses délégués, par leur présence sur les points les plus dangereux pour les blessés et les malades, joueraient le rôle de témoins permanents, quoique muets, de la manière dont seraient exécutées les obligations que les puissances signataires de la Convention de Genève ont contractées relativement à l'inviolabilité des blessés et des malades.

Il est résulté de la consultation des Comités centraux, que la grande majorité repoussait l'idée d'une transformation du Comité international dans le sens désiré par le Comité russe. C'est ce qu'a pu constater le rapporteur, en disant qu'une adhésion générale était donnée aux conclusions déjà formulées par le Comité international en 1884, lesquelles tendaient à proclamer le maintien de l'état de choses existant dès l'origine de l'œuvre.

Au cours de la discussion intéressante soulevée par ces diverses propositions, MM. les délégués du Comité russe ont affirmé leur intention d'assurer au Comité international une existence légale, plus solide que l'existence de fait qu'il possède aujourd'hui, et de lui procurer plus d'autorité vis-à-vis des gouvernements signataires de la Convention de Genève, pour faire respecter ce traité du droit des gens.

Une commission spéciale, désignée dès le début de la Conférence pour l'examen de cette question, a rapporté par l'organe de M. le marquis de Vogüé (France). Elle a conclu au rejet de la proposition russe et au maintien du Comité international tel qu'il existe depuis sa fondation. Les orateurs qui ont pris la parole ont été unanimes à reconnaître les services qu'avait rendus et que pourrait être appelé à rendre encore l'organe central des Sociétés de secours. Ils ont constaté que son autorité toute morale, appuyée sur l'expérience d'une activité utile et bienfaisante, ne pourrait que perdre à devenir officielle et légale, qu'elle ne serait plus vue du même œil par les gouvernements, quand elle voudrait leur imposer des décisions, au lieu de se borner à plaider la cause des victimes de la guerre.

En définitive, les conclusions de la majorité de la commission ont été adoptées dans les termes suivants :

Dans l'intérêt général de la Croix-Rouge, il est utile de maintenir, tel qu'il existe depuis l'origine de l'œuvre, le Comité international qui siège à Genève.

Ce Comité continuera à :

a) Travailler à maintenir et à développer les rapports des Comités centraux entr'eux ;

b) Notifier la constitution de nouvelles Sociétés nationales, après s'être assuré des bases sur lesquelles elles sont fondées ;

c) Publier le *Bulletin international* ;

En cas d'insuffisance du produit des abonnements, pour couvrir les frais de cette publication, le Comité international a la faculté d'en référer aux Comités centraux ;

d) Créer, en temps de guerre, une ou plusieurs agences internationales de renseignements, aux bons offices desquelles les Sociétés nationales puissent recourir, pour faire parvenir des secours en argent ou en nature, aux blessés des armées belligérantes ;

e) Prêter en temps de guerre, s'il en est requis, son entremise ou celle de ses agences aux Sociétés nationales des belligérants, pour la transmission de leur correspondance.

Nous croyons qu'en votant cette résolution la conférence a été bien inspirée. Tout en reconnaissant que la proposition du Comité central russe était séduisante en théorie et soutenable au point de vue du droit pur, nous pensons qu'elle se serait heurtée dans l'application à des difficultés insurmontables. Le Comité international a vu sa raison d'être et son utilité proclamées de nouveau officiellement par une assemblée de délégués des Sociétés de secours ; il y puisera une ardeur nouvelle, pour se vouer à la mission de confiance qui lui a été conservée.

D'autre part, les principes placés à la base des relations des Comités centraux ont été fixés de la manière suivante :

Des conférences internationales sont utiles pour la discussion des questions d'intérêt général et pour le développement des relations personnelles entre les membres des divers Comités centraux.

En temps ordinaire il est désirable que ces conférences aient lieu tous les cinq ans.

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, tout en restant absolument indépendantes au point de vue de leur organisation intérieure, reconnaissent que le but qu'elles poursuivent est le même. De cette communauté de tendances et d'activité résulte pour elles une solidarité morale, qui paraît indispensable à l'accomplissement de leur mission humanitaire.

Il est utile de conserver, comme organe général des Sociétés de

la Croix-Rouge le *Bulletin international* qui se publie à Genève. Les Sociétés intéressées doivent collaborer le plus activement possible à sa rédaction et s'efforcer de lui procurer des abonnés.

Les Sociétés des Etats belligérants conservent le droit d'entretenir des relations directes entre elles, avec l'autorisation de la direction militaire et sous les conditions fixées par elle.

Il va de soi également que les Sociétés des neutres (non belligérants), qui ont l'intention d'offrir leur concours en personnel et matériel à l'une ou l'autre des armées belligérantes, sont tenues de se soumettre aux dispositions des autorités militaires et civiles. En particulier dans les Etats où l'activité des secours neutres est soumise légalement à la direction de la Société nationale, l'assistance des neutres devra être soumise à la direction du Comité central de ces Etats.

Le Comité central autrichien, qui avait souhaité faire poser en principe la coordination des secours des neutres, sous la direction de la Société du pays belligérant secouru, a déclaré, par l'organe de son président, renoncer à sa proposition par suite de la solution donnée à la question III, laquelle solution ne détermine pas d'une façon limitative les attributions du Comité international.

Le Comité de Rome avait été chargé de rapporter sur les moyens d'assurer la franchise de port aux secours en nature envoyés par des Sociétés neutres aux Sociétés des Etats belligérants.

Après une courte discussion, l'assemblée a adopté la résolution suivante : La Conférence exprime ses remerciements aux gouvernements et aux sociétés de chemins de fer, pour les réductions de prix et les exemptions accordées jusqu'ici pour le transport des envois des Sociétés de la Croix-Rouge. Elle exprime le vœu que ces facilités soient généralisées dans les pays qui ont adhéré à la Convention de Genève, et que les Etats puissent s'entendre pour faciliter les formalités de douane en ce qui concerne les expéditions des Sociétés de la Croix-Rouge.

La question soulevée par le Comité belge, de la convenance du choix d'un costume uniforme pour les membres des Sociétés de la Croix-Rouge de tous les pays, a été retirée de l'ordre du jour. Un délégué du Portugal a cependant tenu à déclarer que son Comité central était tout à fait favorable à l'idée d'un uniforme spécial à toutes les personnes appartenant à la Croix-Rouge.

Le Comité de Belgique avait également traité la question relative aux moyens d'empêcher les Sociétés non autorisées de se servir du nom de la Croix-Rouge pour faire des appels à la charité publique.

Au cours du débat, quelques orateurs, notamment Miss Clara Barton, déléguée du Comité américain, ont attiré l'attention sur l'usage abusif fait du signe de la Croix-Rouge dans un but mercantile.

La Conférence a formulé le vœu : que dans chaque Etat signataire de la Convention de Genève il soit désigné une Société de la Croix-Rouge, ayant seule, pour elle et ses organes, le droit de se servir de cet emblème, et que tous les gouvernements soient invités à prendre les mesures compatibles avec leur législation pour protéger la Société par eux reconnue contre les abus qui pourraient se produire à son détriment.

L'idée de la création de musées internationaux de matériel d'ambulance, mise en avant par feu le comte Sérurier, a été reprise par le Comité des Pays-Bas. Son rapporteur a émis l'opinion que, depuis l'époque où la proposition avait pris naissance, les circonstances s'étaient bien modifiées. Le matériel des Sociétés de secours s'est accru d'une façon si considérable qu'il ne peut plus être question que d'une exposition de modèles. Il a recommandé le renvoi de la question ainsi modifiée au Comité international, pour un rapport à présenter à la prochaine conférence. Un délégué du Comité français, M. Ellissen proposait la création de petits musées nationaux, et l'échange entre eux de photographies, qui seraient suffisantes pour faire connaître aux divers Comités le matériel des autres sociétés.

A la votation, la proposition du Comité hollandais fut adoptée par la Conférence.

La question n° VIII du programme avait été attribuée au Comité central suisse.

Elle avait trait aux mesures qui ont été ou devraient être prises par les Sociétés, pour répandre la connaissance de la Convention de Genève dans l'armée, dans les cercles particulièrement intéressés à son exécution et dans le grand public.

Au cours du débat, un délégué de la Bavière, M. le Dr v. Lotzbeck, a émis l'idée que la jeunesse devrait être, dès les bancs de l'école, familiarisée avec la Convention de Genève. Un délégué du Japon,

M. le D^r Rintaro Mori, a donné ce renseignement intéressant, que les dispositions de la Convention de Genève sont lues chaque mois aux troupes japonaises.

L'assemblée a adopté les conclusions suivantes :

Il est du ressort des gouvernements de répandre la connaissance de la Convention de Genève dans l'armée. Ils doivent veiller strictement à ce que la Convention soit enseignée à tous les soldats, au même titre que toutes les autres lois et prescriptions militaires. Comme un des meilleurs moyens de porter la Convention à la connaissance de l'armée, on peut en recommander la reproduction dans le livret de service ou de solde de chaque soldat, ainsi que cela se pratique dans l'armée suisse.

Les cercles particulièrement intéressés à la Convention sont, avant tout, les Sociétés de la Croix-Rouge. Ces sociétés parviendront à répandre la connaissance de la Convention dans leur sein, surtout en en communiquant un exemplaire authentique à chacun de leurs membres et employés et en l'expliquant dans des conférences *ad hoc*.

Pour atteindre le grand public, les Sociétés ne sauraient mieux faire que d'employer ces mêmes moyens (conférences et distribution du texte officiel) et d'instruire la jeunesse à cet égard.

Dans son étude sur la neuvième question, le Comité suisse n'avait pas posé de conclusions précises, mais les moyens qu'il indiquait pour encourager les populations à aider les Sociétés de la Croix-Rouge sur le théâtre de la guerre ont été approuvés par l'assemblée, avec l'adjonction proposée par M. d'Arneth (Autriche), que cette question ne peut être résolue que par un accord avec les autorités militaires.

Y a-t-il lieu, pour les Sociétés d'Europe, d'envoyer des secours aux soldats blessés ou malades dans les guerres des autres parties du monde? Cette question, portant le n° X du programme, a été traitée par le Comité des Pays-Bas. Le rapporteur, baron v. Hardenbroek, la résout affirmativement, mais en limitant les secours à une assistance en matériel, à l'exclusion du personnel. Une discussion s'est engagée d'une façon quelque peu confuse, par suite de l'ambiguïté de la forme donnée à la question. Divers orateurs ont proposé des distinctions, suivant que les belligérants auraient ou non adhéré à la Convention de Genève, suivant qu'il

s'agirait de guerres coloniales ou extra-européennes. Deux délégués de France et d'Italie ont fourni ce renseignement que, dans les dernières guerres coloniales soutenues par ces Etats, les Sociétés de secours n'avaient envoyé que du matériel. Un représentant du Japon a déclaré s'abstenir, dans un débat qui ne concernait que des sociétés européennes. Ce simple débat a montré que le caractère universel du rôle de la Croix-Rouge n'est pas encore très familier à ses représentants. M. le président du Comité international a rappelé à l'assemblée les vrais principes en pareille matière. Il a demandé que l'on distinguât entre les sociétés nationales des belligérants et les sociétés des neutres. Les premières ont évidemment pour devoir de subvenir aux besoins de leurs propres troupes, où qu'elles soient engagées. Les secondes sont d'autre part tenues par le devoir de solidarité qui unit les Sociétés de la Croix-Rouge, à répondre aux appels que les Sociétés des belligérants leur adressent, même pour des guerres extra-européennes.

A la votation, 31 voix contre 8 se sont prononcées pour une réponse affirmative à donner en principe à la question posée, mais en renvoyant l'examen des détails à une conférence ultérieure.

Le n° XI du programme (secours à envoyer aux insurgés avant qu'ils aient été reconnus comme belligérants), a été retiré sans rapport ni discussion, et l'assemblée a abordé la question de l'activité maritime de la Croix-Rouge. Le rapporteur, M. Hass (Prusse), a proposé que cet objet fût ajourné, jusqu'à ce que les gouvernements eussent reconnu les articles additionnels de 1868.

Le délégué du ministère français de la marine, Dr Hyades, a exprimé le regret de voir la question ainsi enterrée. La France serait, d'après sa déclaration, prête à accepter l'intervention de la Croix-Rouge dans les guerres maritimes. Il a demandé que le principe fût adopté, sous réserve de la question d'application, que le Comité international serait chargé d'étudier pour une prochaine conférence. Le délégué italien s'est associé à cette proposition, qui a été acceptée par l'assemblée.

Le dernier objet qui figurait au programme de la Conférence était le projet d'érection d'un monument commémoratif de la Croix-Rouge, à Genève. Le Comité international, chargé par la Conférence de 1884 de présenter un rapport à ce sujet, a exposé le résultat de son travail et demandé à l'assemblée si elle ratifiait

la décision de sa devancière. L'opinion formulée par M. de Knesebeck que le véritable monument de la Croix-Rouge était celui de la reconnaissance conservée dans le cœur des victimes de la guerre, a rencontré l'adhésion générale et la Conférence a résolu négativement la question posée dans le rapport.

Pour compléter cet exposé bien aride des travaux du congrès de Carlsruhe, il nous reste à mentionner les remarquables exercices du corps des brancardiers volontaires de la Société de secours de la capitale badoise, et l'exposition d'un train sanitaire, installée par la Bavière. Les manœuvres exécutées par le corps des brancardiers ont consisté dans un exercice de combat avec recherche des blessés, apposition des premiers bandages sur le champ de bataille et transport à la place de pansement. La division de réserve a représenté le simulacre d'un accident de chemin de fer, avec destruction d'une voiture. Les blessés ont reçu les premiers soins, et ont été transportés dans un wagon de marchandises transformé en lazaret improvisé. Ces exercices, accomplis sous le commandement de M. le premier lieutenant Stüber, ont donné aux assistants une haute opinion de la compétence avec laquelle a été formé le personnel de la Société badoise.

Le congrès a entendu aussi une intéressante conférence de M. le professeur Kraske, de Fribourg en Brisgau, sur un nouveau projectile de fusil. La balle consiste en un noyau de plomb, coulé dans un manteau d'acier. La soudure des deux métaux se fait au moyen d'une addition de zinc. La force de pénétration de ce projectile est notablement supérieure à celle de la balle de plomb : son effet militaire est donc plus grand, et, d'autre part, les suites des blessures sont moins dangereuses, parce que la déformation de la balle est moindre.

Une démonstration pratique de ces données théoriques a été faite sous les yeux des membres de la conférence, dans les ateliers de la fabrique Lorenz, dont le directeur a fourni aux assistants, avec la plus parfaite obligeance, les explications désirées.

Pour donner, à ceux qui n'ont pu y assister, une idée fidèle de la Conférence de Carlsruhe, il faudrait dire encore les récréations, aussi variées que brillantes, offertes après les heures consacrées aux travaux sérieux ; il faudrait conduire le lecteur aux salles de

spectacle et de concert, lui parler de la belle représentation de Lohengrin avec prologue de circonstance, le transporter à Baden-Baden, dans la cour du Vieux Château et dans les salons de la Maison de conversation. Mais le cadre de cet article ne comporte pas de semblables développements. Ce que nous ne pouvons taire, c'est le sentiment de gratitude profonde que nous avons tous éprouvé, pour la réception si bienveillante et gracieuse faite à tous les membres de la Conférence par LL. AA. RR. le grand duc et la grande duchesse de Bade, qui ont suivi les séances du congrès avec une assiduité exemplaire et les marques du plus vif intérêt.

Nous devons également témoigner notre reconnaissance aux autorités municipales de Carlsruhe et de Baden-Baden, pour leur large et brillante hospitalité. Les plus vifs éloges sont dus au Comité badois pour l'organisation matérielle de la Conférence; un bureau de renseignements permanent a fonctionné pendant toute la durée du congrès, avec une parfaite obligeance, et a singulièrement facilité leur tâche aux membres de l'assemblée.

Des relations empreintes de la plus grande courtoisie n'ont cessé de régner entre tous les participants du congrès; d'anciennes amitiés se sont consolidées, de nouvelles ont été contractées, et, au point de vue des rapports à établir entre les membres des Sociétés de secours, nous croyons que la Conférence de Carlsruhe laissera des résultats importants. Le Comité international, en ce qui le concerne, ne peut que se féliciter d'avoir pu assister au complet à ces grandes assises de la Croix-Rouge. Sensible aux témoignages de confiance qui lui ont été donnés de toutes parts, il a senti s'affermir sa foi dans l'excellence de l'œuvre, et sa résolution de consacrer plus que jamais son activité et son zèle aux intérêts de la Croix-Rouge.

E. ODIER.

AUTRICHE

FRANCHISE DE PORT ET FACILITÉS DE TRANSPORT

Deux privilèges importants ont été concédés par le gouvernement impérial à la Société autrichienne de la Croix-Rouge.